

Vibrant, vol. 4, núm. 1, 2007, pp. 97-125.

Pratiques d'intervention social et dialogues ethnographiques.

Fernanda Bittencourt Ribeiro.

Cita:

Fernanda Bittencourt Ribeiro (2007). *Pratiques d'intervention social et dialogues ethnographiques*. *Vibrant*, 4 (1), 97-125.

Dirección estable: <https://www.aacademica.org/fernanda.bittencourt.ribeiro/13>

ARK: <https://n2t.net/ark:/13683/p8dr/67D>



Esta obra está bajo una licencia de Creative Commons.
Para ver una copia de esta licencia, visite
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.es>.

Acta Académica es un proyecto académico sin fines de lucro enmarcado en la iniciativa de acceso abierto. Acta Académica fue creado para facilitar a investigadores de todo el mundo el compartir su producción académica. Para crear un perfil gratuitamente o acceder a otros trabajos visite: <https://www.aacademica.org>.

Pratiques d'intervention sociale et dialogues ethnographiques

Fernanda Bittencourt Ribeiro¹

Paris, EHESS, 2000. Un étonnement. Trois collègues brésiliennes et moi-même en compagnie d'un collègue français parlions de nos sujets de thèse. Nicolas étudiait *l'aire culturelle soviétique*. Pour nous, les quatre brésiliennes, nos terrains de recherche étaient tous situés en France. Ce qui provoquait l'étonnement de notre collègue qui remarquait: *le plus souvent c'est nous que partons faire du terrain chez vous!* Alors, chacune de nous est amenée à préciser davantage son objet d'étude: les populations *sans domicile fixe* (Magni 2002), les *nouveaux mouvements religieux* problématisés en France en tant que mouvements sectaires (Rodolpho 2002), la problématique de l'immigration vue à partir de la mission France de Médecins du Monde (Ferreira 2003) et les pratiques d'aide et d'intervention sociale dans la famille au nom de la protection de l'enfant (Ribeiro 2005). Nicolas manifestait encore une fois sa surprise à travers le constat: *en plus vous parlez de sujets que la société française veut plutôt cacher*. Il se rendait compte, presque en même temps que nous, que nos quatre thèses porteraient sur des groupes sociaux désignés comme « problématiques » en France. L'étonnement était lié aussi au fait que cet intérêt vienne d'étudiantes dont le pays d'origine est connu en Europe pour ses graves problèmes sociaux.

La démarche de Nicolas, aller enquêter ailleurs, apprendre une nouvelle langue, se familiariser et essayer de décrypter des façons de faire et de penser différentes de celles de sa société, s'inscrit tout à fait dans la tradition de la discipline anthropologique fondée sur l'étude de l'autre par l'autre. Nous aussi, en situant nos terrains de recherche en France, reprenions cette procé-

¹ Enseignante et chercheuse du département de Sciences Sociales – PUCRS.

de classique. Cependant, dans la mesure où l'anthropologie s'est consolidée dans les centres universitaires, à travers l'étude ethnographique des peuples non-européens ou *primitifs*, le Brésil a été une des principales terres de destination des anthropologues. Ainsi, Nicolas, en s'affirmant comme quelqu'un qui étudie l'aire culturelle soviétique est tout à fait en accord avec la tradition de la discipline anthropologique dans son pays où les anthropologues le plus souvent se définissent comme africanistes, américanistes, océanistes etc. C'est chez nous que la tradition s'est constituée différemment. Au Brésil, où les deux grands courants de recherche – l'ethnologie indigène et les études sur la société nationale – ont été initiés, entre autres, par des anthropologues français (notamment Claude Lévy-Strauss et Roger Bastide) venus enseigner à la nouvelle Université de São Paulo, dans les années 30, les références théoriques sont dominantes en ce qui concerne la façon de se situer dans le champ et les anthropologues vont se définir comme structuralistes, marxistes, interprétativistes... et étudier des populations vivant sur le territoire national. En jouant avec ces façons de se distinguer, on peut affirmer que la plupart des anthropologues brésiliens sont des *brésilianistes* et, en conséquence, l'anthropologie au Brésil se pose en contraste avec les commencements de la discipline elle-même.

Cependant, selon Peirano (1992) la promesse, formulée par Lévi-Strauss dans les années 60, d'une anthropologie dont la nature serait bi-directionnelle a inspiré des démarches d'inversion par rapport à la tradition. En réalité, comme en témoigne un numéro de la revue *Comunicações do PPGAS* du Musée National de Rio de Janeiro, depuis les années 80, on enregistre des thèses de doctorats réalisées par des brésiliens à partir de recherches situées hors du territoire national. La liste des travaux proposée en introduction aux articles publiés dans cette revue localise deux thèses réalisées en France, une majorité de recherches menées aux Etats Unis et un nombre aussi significatif réalisé dans l'aire lusophone ou en Amérique Latine. En actualisant cet inventaire, on constatera que le nombre d'études répondant à cette caractéristique a bien progressé depuis.

En introduction à ce numéro où sont présentés des articles écrits à partir de deux thèses soutenues en France, auxquelles s'ajoutent une thèse soutenue en Angleterre et une autre aux Etats Unis, G. Velho (1995) non seulement souligne ce qu'il va considérer comme *une curieuse inversion du champ traditionnel*, mais observe que le changement de perspective opéré par ces recherches per-

met d'imaginer le développement de nouveaux types de dialogue et d'investigation entre « centre » et « périphérie » (Velho 1995: 5).

Dans cet article, en reprenant le parcours de mon enquête en France, je tiens à suivre cette piste et à me pencher sur la possibilité d'échanges renouvelés. Des données ethnographiques qui mettent en évidence un complexe jeu identitaire et relationnel, retrouvé dans un contexte institutionnel français, seront présentées dans le but de proposer ce que peut suggérer une nouvelle voie d'investigation. Une voie passible de mettre en perspective des contextes très distincts mais également concernés par l'adhésion discursive aux droits de l'homme, aspect qui relève de ce qu'on appelle le processus d'Occidentalisation du monde (Godelier 2001). L'approche ethnographique des modes d'intervention sociale – ces pratiques d'aide, de protection et de contrôle social – peut contribuer à la non-réification des populations désignées par des catégories mondialisées. Autrement dit, il s'agit d'interroger les stéréotypes et de donner « chair et os » à des personnages concernés par des catégories générales de classement et de description – *les sans domicile fixe, les femmes battues, les enfants maltraités* etc. – utilisées en Occident pour désigner des populations-cibles des politiques sociales.

Paris, Laboratoire d'Anthropologie Sociale, 1998. Un défi. Pour moi, comme pour mes trois collègues brésiliennes, citées auparavant, la redéfinition de la problématique et du terrain de recherche et son orientation vers la France a opéré un changement du contexte d'enquête tout en maintenant des sujets d'étude proches de ceux traités antérieurement au Brésil.

Pour ma part, si ce doctorat en France se posait, certes, comme une procédure de prise de distance par rapport au *familier*, au départ je ne cherchais pas pour autant à prendre un quelconque segment de la société française comme objet d'étude. Je voulais approfondir l'étude des rapports entre familles défavorisées et agents de protection de l'enfance, étude initiée dans la recherche que j'avais réalisée au Brésil pour le Master². Pour le doctorat, conformément à la tradition, je comptais rentrer au Brésil pour y *faire le terrain* dans un quartier populaire de Porto Alegre. Jusqu'au jour où Françoise Zonabend – ma directrice de thèse – lors d'un rendez-vous dans son bureau,

2 Après quatre années d'études supérieures, cette formation était à l'époque constituée de trois semestres de cours et de deux semestres dédiés à la préparation d'un mémoire.

trois mois après mon arrivée à Paris, m'a posé une question que j'ai entendue comme un défi à la fois fascinant et dérangent : *Pourquoi ne poursuivez vous pas votre recherche en France? Puisque vous êtes là, vous devriez en profiter pour poser ces questions dans cet autre contexte.*

Paris, Alésia 14, février 1999. Un coup de chance. Une fois le défi accepté, il me fallait trouver un point de départ. La démarche classique prévue dans mon projet de recherche, dont le terrain devait être réalisé au Brésil, n'était pas évidente à mettre en place dans ce contexte. Je pensais à C. Fonseca qui, en rapportant ses expériences de recherche en milieu populaire en France, expliquait : « *L'impression que chaque maison était une sorte de citadelle qu'on ne pouvait prendre que de force ne m'a jamais quittée pendant tout le temps où j'ai fait du terrain en France. (...) Les grandes tours dans les quartiers populaires, à Paris me paraissaient énormes; il aurait fallu établir un réseau de contacts par le moyen de l'école ou de la paroisse...* » (Fonseca 1987: 193-194).

Décidée à me placer dans un lieu capable de me servir de référence pour me situer dans le champ de la protection de l'enfance à Paris, j'ai commencé par feuilleter les *Pages Jaunes* – annuaire téléphonique de services – afin de repérer des institutions situées dans ce domaine. Munie d'une liste d'adresses susceptibles de correspondre à ce que je cherchais, je me suis mise à appeler, prendre rendez-vous et à me rendre dans différentes structures³. Finalement, deux mois après cet entretien décisif avec Françoise Zonabend, je me retrouvais, très hésitante, devant la porte du Centre Français de Protection de l'Enfance (CFPE) à Paris. Il s'agissait du siège administratif d'une organisation qui soutient différents types d'intervention à travers le monde. Les photos qui décoraient la salle de réception – enfants souriants d'origine orientale et africaine – m'ont laissé supposer que leur travail était restreint à des programmes de soutien à des pays du « tiers-monde ». Cependant, à partir des feuillets explicatifs reçus lors de cette première visite, j'ai compris qu'au-delà

3 J'ai pris contact par téléphone ou visité des institutions comme la Fondation pour l'Enfance, le SNATEM, l'ODAS, le SOS Parents-Enfants, le Foyer des Cèdres, le Relais Enfants entre autres. Dans ces services, j'ai collecté du matériel ou demandé des informations sur le type de travail réalisé. Au cours de la recherche, j'ai fréquenté régulièrement le Centre de Documentation de la Fondation pour l'Enfance. Ma fréquentation assidue de cet espace m'a permis d'accompagner des discussions autour du thème, animées par les professionnels de la Fondation qui passaient par là. De plus, les informations sur le système de protection de l'enfance fournies par la responsable du Centre de Documentation aux personnes qui venaient y faire une recherche m'ont été passablement utiles.

du travail de *parrainage* développé au Rwanda, Bangladesh, Liban, Amérique Latine, Inde, Philippines, Afrique, Madagascar et Haïti, le CFPE fournissait également son appui à divers services en France. Parmi ceux-ci figurait Alésia 14, une association dont les *propos d'écoute et d'aide aux parents en difficulté* ont d'emblée attiré mon attention. En effet, la recherche que j'avais réalisée à Porto Alegre, auprès d'un Conseil Tutélaire⁴, posait l'hypothèse selon laquelle le processus d'individualisation de l'enfant, mené à partir du *front discursif*⁵ constitué autour de la protection sociale, risquait, contrairement au souhait des agents, de pénaliser davantage des groupes familiaux touchés par la grande pauvreté.

Au CFPE, devant mon intérêt pour ce qui se faisait à Alésia 14, j'ai été invitée à m'y rendre en personne et à demander un rendez-vous avec le responsable. Ce jour même, je suis allée dans le 14^{ème} arrondissement de Paris où le service était localisé à l'époque. Je suis arrivée devant un bâtiment résidentiel – rue d'Alésia. À côté de la porte de l'immeuble, sur une plaque très discrète, on lisait *Alésia 14*, suivi d'un numéro de téléphone, avec les jours et les heures de consultation. L'indication de ce service passait facilement inaperçue parmi les *graffitis* qui « décoraient » la façade de l'immeuble et la vitrine d'un magasin de jouets.

Dans un appartement aménagé en bureaux et salles de réception agréablement décorées, j'ai été reçue par la secrétaire auprès de qui je me suis présentée pour solliciter un rendez-vous avec la directrice de l'association. J'expliquai que je préparais un mémoire en Anthropologie Sociale et que j'aimerais connaître le travail de quelques institutions qui font partie du système de protection de l'enfance à Paris. Elle consulta son agenda, s'entretint avec la responsable elle-même et revint avec un rendez-vous fixé pour la semaine suivante.

Le service d'Alésia était assuré par une équipe de psychologues (toutes des femmes) dont les modes d'intervention – dans le but d'apporter de l'aide à des parents maltraitants ou en proie à de graves difficultés avec leurs enfants – comprenaient une écoute téléphonique, le suivi de familles par un réseau de bénévoles et des entretiens cliniques proposés à des parents conscients

4 Institution créée sur la base du Statut de l'enfant et de l'adolescent (loi de 1990) dans l'objectif de rompre avec des pratiques répressives vis à vis de l'enfance pauvre.

5 La notion de front discursif renvoie aux négociations entre les divers groupes d'intérêt penchés sur un même sujet (Fonseca, Cardarelo 1999).

de leurs comportements d'agression. Beaucoup plus tard, je me suis rendue compte que, depuis son origine en 1984, Alésia 14 préconisait des orientations qui ont trouvé leur place dans le champ de la protection de l'enfance en France: *le soutien à la parentalité, le travail sur le lien parental, l'écoute de la souffrance, la bientraitance* etc. Si je considère que la rencontre avec cette équipe, lors de ces premières expériences de terrain en France, a été un coup de chance qui m'a ouvert des portes, cette réussite est en rapport avec leurs positions dans ce domaine, mais aussi (et peut être surtout) avec l'éthique d'accueil, fondée sur les principes de l'hospitalité qui sont à la base de l'intervention proposée par ce service et desquels je suis persuadée avoir été bénéficiaire.

Après quelques mois d'échanges avec les psychologues d'Alésia 14, de lecture de leurs écrits, j'ai connu Francesca – une femme de 30 ans, suivie depuis quelques mois dans le service et dont les trois enfants (une petite-fille de 4 ans, et deux garçons: l'un de 2 ans et l'autre de 4 mois) étaient placés en établissement⁶. En raison des conflits de la mère avec les professionnels de l'établissement de placement, Alésia 14 était devenu le lieu de rencontre mère-enfants. L'équipe de psychologues de cette association cherchait quelqu'un pour accompagner, en tant que bénévole, les sorties hebdomadaires mère-enfants. Il s'est trouvé que j'étais là, cherchant à obtenir l'autorisation d'observer le fonctionnement quotidien du service. Et ce que l'on m'a proposé, c'était de m'engager comme bénévole auprès de Francesca et de ses enfants. Proposition qui, malgré l'ambiguïté de ma position, m'apportait un angle de vision privilégié sur la pratique et surtout sur l'interlocution entre ce service et d'autres structures. Ainsi, j'ai rencontré Francesca et les trois enfants tous les mercredis, d'avril à octobre 1999⁷.

6 Le système français de protection de l'enfance est divisé en protection administrative et protection judiciaire et comprend les institutions de l'Etat et un réseau étendu d'organisations privées. Sous la responsabilité de l'Aide Sociale à l'Enfance, la mission de protection administrative est mise en œuvre par les conseils généraux avec l'aide du secteur associatif et des communes dont les interventions – individuelles ou collectives – sont de nature essentiellement préventive. La protection judiciaire est mise en œuvre par l'Etat (tribunaux) financée par les conseils généraux et son intervention se fait sous forme individualisée à partir d'une décision du juge des enfants qui ordonne les mesures à prendre. Ces mesures sont, généralement: l'OMO (Observation en Milieu Ouvert), l'AEMO (Action Educatrice en Milieu Ouvert), le placement provisoire en famille d'accueil ou en établissement (Manciaux et al 1997: 421). Les dispositifs cités dans cet article font partie du secteur associatif habilité et leurs projets d'intervention cherchent à innover par rapport aux mesures traditionnelles.

7 A partir de cette expérience j'ai rédigé un mémoire de DEA intitulé «*Au service des relations parents-enfants*»: la famille d'origine et la protection de l'enfance à partir d'une association parisienne », soutenu à l'EHESS en 1999.

Cette jeune-femme avait des rapports très conflictuels avec les travailleurs sociaux des établissements où ses enfants étaient placés et l'équipe d'Alésia 14, en tenant compte, à la fois, de sa maladie psychiatrique et de son attachement aux enfants évaluait la possibilité d'une intervention qui fasse l'économie de la séparation mère-enfants. C'est dans ce cadre que fin 1999, une des psychologues d'Alésia 14 me dit: *Peut être qu'ils pourront aller vivre à l'île d'Yeu*. Elle m'expliqua alors qu'elle était en contact avec une association qui recevait des *familles monoparentales* dont les enfants étaient pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance. Les professionnelles d'Alésia 14 envisageaient la possibilité pour cette femme, dont l'entourage proche n'était pas en mesure de l'héberger avec ses trois enfants, d'aller vivre dans le cadre de cette association, sur l'île d'Yeu. Dans ce service, deux modalités d'accueil encadrent la population d'adultes et enfants: le séjour pour une période de douze jours de vacances et la résidence pendant des périodes définies en fonction de la problématique familiale et du déroulement du séjour dans le cadre proposé.

Afin de bien évaluer l'adéquation de ce cadre à la situation familiale de Francesca, l'équipe d'Alésia 14 a commencé par lui proposer un séjour de vacances à l'île d'Yeu. Dans le cadre de l'organisation de ce séjour, les professionnelles m'ont demandé d'accompagner Francesca et les enfants pendant une partie du voyage de retour à Paris. Elles m'ont proposé de me rendre à Fromentine – port d'embarquement pour l'île – afin d'attendre Francesca et les enfants qui y débarqueraient le 18 février. Ma « mission » consistait à les accompagner pendant les trajets en bus jusqu'à Nantes et en train jusqu'à Paris. J'ai accepté d'emblée cette demande en manifestant mon intérêt non seulement pour le fait d'accompagner la famille au port de débarquement, mais aussi pour l'idée d'embarquer pour l'île d'Yeu et d'aller les rencontrer là-bas. Les psychologues d'Alésia 14 ont alors transmis ma demande au directeur de CAVAL qui a accepté de me recevoir. C'est donc le suivi d'une mère dite *isolée*, rencontrée dans un service qui prône l'aide aux parents d'*enfants en danger*, qui m'a conduit dans ce lieu d'accueil situé sur une île – lieu éponyme du mot isolement.

Île d'Yeu, CAVAL, février 2000. Un choix. Grande de 23 kmet à une vingtaine de kilomètres du continent, l'île d'Yeu est localisée sur la façade atlantique de la France. Incliné vers le sud-est, elle s'étend sur une longueur



de près de 10 kilomètres, tandis que sa plus grande largeur n'excède pas quatre kilomètres. Parmi les 16 îles de cette côte ouest du pays, elle est la plus éloignée après Ouessant. Actuellement sa population permanente est d'environ 5 000 habitants et la pêche est l'activité dont dépend 70% de l'économie îlaise.

Sur cette île, depuis 1976, l'association CAVAL (Centre Autogéré de Voile et d'Animation Locale) s'est donné pour mission l'accueil de populations défavorisées suivies par les services sociaux situés sur le continent. Fondée sur la base d'une école de voile, pendant les années 80, l'association offrait des stages de voile à des jeunes *en difficulté* venus de la banlieue parisienne. Cependant, en raison des difficultés liées à l'acceptation de ces jeunes par la population locale, l'association s'est tournée vers l'accueil de familles dans un moment où les politiques familiales finançaient des projets ayant comme cible la protection des enfants. A partir de 1983, l'association commence donc à recevoir les familles dites *monoparentales* prises en charge par l'aide sociale et dont les enfants étaient le plus souvent placés, soit en établissement, soit en famille d'accueil. Jusqu'à 1989, elles ne venaient que pour un séjour de vacances mais, à partir de cette date, le service a inauguré la résidence à l'année. Comme nous le verrons, c'est auprès de ces familles résidentes que je réaliserai ma recherche pour la thèse de doctorat (Ribeiro 2005).

Entre 1989-2002, au moins 55 familles (53 mères, 2 pères et 98 enfants) ont résidé dans le cadre de CAVAL pendant une période qui pouvait varier de quelques mois à plusieurs années. Les femmes venues au centre avec leurs enfants avaient entre 21 et 36 ans et, depuis plus d'une génération, leurs trajectoires familiales étaient marquées par les rapports avec les services sociaux. C'était le cas de Francesca, pour qui les professionnels qui les accompagnaient sur le continent avaient vu, dans cette structure d'accueil de l'île d'Yeu, une alternative adaptée à sa situation. En effet, même si les conditions psycho-sociales (alcoolisme, logement précaire, chômage) ou relationnelles (conflits dans le couple et avec l'entourage, soupçon de négligence ou de mauvais traitement à l'égard des enfants) avaient été désignées comme présentant un *risque* ou un *danger* pour les enfants, ces mêmes travailleurs sociaux avaient estimé que le placement des enfants en établissement ou en famille d'accueil n'était pas une mesure jugée souhaitable.

Pour ceux qui viennent y résider, le séjour est marqué par deux étapes: pendant la première, la famille va résider en collectivité – dans la maison familiale Cap Horn – tandis que, lors de la deuxième, une résidence individuelle, toujours située sur l'île, sera confiée à chaque groupe familial. Pendant cette période de vie familiale dans l'institution, le suivi des parents et des enfants est assuré par une équipe formée par cinq éducateurs, une psychologue et quatre assistantes maternelles. L'objectif de leur intervention étant d'éviter la séparation parent-enfants et d'exercer une prise en charge éducative du groupe familial.

Le soir de mon arrivée, quand je suis venue rencontrer Francesca et les enfants, j'ai été reçue par le directeur et un éducateur de CAVAL qui ont répondu à mes questions à propos du service. Ainsi, le départ de la famille de Francesca pour un séjour de vacances dans cette association a été pour moi l'occasion d'élargir ma recherche à cette structure dont la réalité topographique du lieu d'accueil et la façon de représenter la situation sociale des personnes accueillies – *familles monoparentales, mères isolées, familles en situation de rupture* – m'a beaucoup intriguée. En écoutant les éducateurs et en visitant la maison où les familles résident en collectivité, je voyais s'enchevêtrer l'île – dont les caractéristiques topographiques ont aidé Goffman à élaborer sa théorie à propos des *institutions totales*⁸ – une institution de protection de l'en-

8 Majastre rappelle que « Erving Goffman a fait [le] chemin de l'île à l'asile, lors de sa première enquête eth-

fance et l'institution familiale. Je pensais à l'histoire sociale de ceux qui faisaient partie des classes dites *dangereuses* pour qui les espaces insulaires ont très souvent été une destination forcée. Je m'interrogeais sur le sens de cette mise à l'écart, compte tenu de la récurrence historique de l'éloignement géographique adopté comme mesure punitive et/ou de gestion des « problèmes sociaux ». J'étais particulièrement frappée par le fait que ce cadre avait été proposé à Francesca dans le contexte d'une prise en charge qui visait à maintenir les liens familiaux.

En raison d'un ensemble de caractéristiques propres à cette structure d'accueil – l'insularité du lieu d'accueil, la rare possibilité d'accompagner le quotidien des interactions entre les familles et les travailleurs sociaux, le statut d'étranger partagé par les résidents dans ce cadre – j'ai voulu revenir afin de rencontrer les familles résidentes et d'en faire mon terrain de recherche. Ma demande a été soumise au Conseil d'Administration de l'association et deux mois plus tard j'ai reçu un avis favorable à la réalisation de mon travail. En effet, toutes ces caractéristiques qui particularisent ce service sont, paradoxalement, les mêmes qui lui confèrent un potentiel d'ouverture à des problématiques générales: la permanence du modèle insulaire dans les logiques de gestion des problèmes de société, les interactions entre agents et usagers d'un système de protection sociale et les rapports d'altérité dans une société complexe.

Pendant mes séjours à l'île d'Yeu, j'ai été logée à la Maison Familiale Cap Horn – point d'arrivée de toutes les familles⁹. Ce logement à Cap Horn, attribué aux résidents par l'association pendant le premier moment de leur séjour à CAVAL, a été, pour moi, l'occasion d'être présente aux différents moments de la vie quotidienne et d'approcher les multiples facettes de l'existence dans cette maison où les familles vivent en collectivité. Pendant

nographique dans un petit village des îles Shetland avec des séjours prolongés et studieux au bistrot du port, jusqu'à son immersion d'observation participante pendant un an à l'hôpital psychiatrique Sainte Elisabeth de Washington. » (Majastre 2001: 247)

9 Le portail d'entrée de cette maison typiquement ilaise – blanche aux fenêtres bleu foncé – donne sur un patio interne entouré des portes des huit studios destinés au logement des familles, de la cuisine, de la salle collective, d'un bureau et de la buanderie. La capacité totale de logement de la maison est de 25 personnes. Composé des coins chambres et du coin toilette, chaque studio est équipé de lits, d'une table, de chaises et de meubles pour le rangement des affaires personnelles. L'utilisation de l'espace dans sept des huit studios est maximisée par une mezzanine occupée le plus souvent par les enfants. L'aspect symbolique lié au nom Cap Horn renforce l'association entre cette maison et un lieu de passage difficile à franchir.

deux ans, je suis revenue dans ce même studio qui m'avait été assigné à la Maison Familiale Cap Horn; j'y séjournais en moyenne une quinzaine de jours tous les deux mois¹⁰.

Installée à la maison Cap Horn, je me suis présentée à chaque résidente en disant que dans le cadre de mes études, je faisais une recherche sur l'histoire de l'association CAVAL et que les entendre parler de leur vie à l'île d'Yeu m'intéressait. A Cap Horn j'ai connu Thérèse, Emilie, Janine, George-Alain et leurs enfants. Je me suis également présentée à celles qui, au début du travail, habitaient déjà en maison indépendante – Marilyne, Estelle, Barbara et Corine.

Dans le quotidien de la maison Cap Horn, mes questions s'inscrivaient dans le contexte des événements et j'ai choisi de porter une attention soutenue aux échanges, aux gestes, aux regards, aux pleurs ou aux rires en maintenant une écoute attentive à l'égard des propos tenus dans les différentes circonstances. Chemin faisant, je tentais de décrypter le mieux possible les logiques qui président aux situations concrètes de la vie quotidienne.

Étant donné que le magnétophone n'avait pas de place dans ces situations ordinaires de la vie en collectivité, le journal de terrain a été le support qui a servi à enregistrer les dialogues et à noter le contexte des échanges. Ainsi, le plus souvent, c'était le soir, après le repas, lorsque les éducateurs avaient quitté Cap Horn et que chaque résident était rentré dans son studio, que je me penchais sur la journée qui venait de s'achever. C'est à ces heures, parfois tardives, que j'ai découvert la vie qui continuait à Cap Horn: les bruits et les paroles qui venaient de la chambre à côté, quelqu'un qui traversait la cour, des résidents qui se rendaient ailleurs ou bien qui recevaient de la visite. Là, j'étais au courant des activités des résidents, de leurs horaires, des tensions du moment. Ce qui me permettait de préparer mes démarches et mes déplacements journaliers en fonction des informations auxquelles j'avais tout naturellement accès. Dans le quotidien de l'île d'Yeu, une grande discrétion vis à vis de tout ce qu'il m'a été donné de voir ou d'entendre dans les différents espaces institutionnels – lieux de résidence et de travail – a été fondamentale et m'a permis de garder de bonnes relations avec tous, malgré les enjeux qui parfois opposent résidents et équipe éducative.

Sans pouvoir rentrer dans le détail de mon insertion dans le quotidien des

10 A Paris j'ai continué à échanger avec l'équipe d'Alésia¹⁴ ce que m'a permis, en suivant l'actualité des débats sur la protection de l'enfance en France, de situer la pratique suivie à CAVAL.

interactions, dans ce contexte à la fois insulaire et institutionnel, je voudrais cependant revenir à des aspects liés à mon identité sur ce terrain.

La brésilienne

A l'île d'Yeu, les gens réagissaient avec surprise à l'énoncé de ma nationalité. Essayant de la deviner, quelques-uns de mes interlocuteurs passaient par l'Espagne ou par le Liban. Lorsque je me présentais comme étudiante brésilienne, ma présence semblait faire sens dès que j'expliquais que, dans le cadre de mes études en France je menais une recherche auprès de l'association CAVAL. Il faut se rappeler que la problématique sociale des *enfants de la rue*, du travail ou de la prostitution infantile, ou encore des conditions de vie des enfants dans les favelas sont des sujets traités par les médias en Europe, à propos du Brésil. Une impression m'a accompagnée tout au long de cette recherche, mais très spécialement à chaque nouveau contact, lorsqu'il fallait me présenter, l'idée que ces images du Brésil jouaient un rôle important dans la façon dont mon intérêt de recherche était interprété. Pendant le travail de terrain, d'autres évocations, toujours en rapport direct ou indirect avec des problématiques sociales semblaient confirmer qu'en fait, pour une étudiante brésilienne, CAVAL était, à l'île d'Yeu, le « bon endroit », comme marqué par des signes: un jeune brésilien, adopté par un couple français à l'âge de trois mois et qui portait un prénom français était placé dans le service en raison de difficultés dans sa famille adoptive, ... ce bateau de l'association nommé Fortaleza parce que son ancien propriétaire avait adopté une enfant dans cette ville brésilienne,... un éducateur qui travaille à CAVAL en périodes de vacances venait de rentrer du Forum Social Mondial qui avait eu lieu à Porto Alegre, la ville où j'habite.

Au Brésil, lors de ma recherche auprès d'un Conseil Tutélaire de Porto Alegre j'ai dû faire face à une certaine méfiance de la part de quelques agents vis à vis de mes curiosités de même qu'à des critiques à propos de la confortable position des chercheurs qui n'ont pas à répondre aux demandes. En France, mon intérêt pour ce qu'on fait dans le domaine de la protection de l'enfance était très vite associé aux problèmes existant au Brésil et cela m'a plutôt ouvert des portes. S'il n'est pas complètement faux de dire que mon intérêt pour les rapports sociaux tissés autour de la désignation *famille à risque* est lié aux enjeux associés à l'enfance et aux familles pau-

vres au Brésil, l'interprétation de cet intérêt l'associait à la quête d'un modèle à appliquer *là-bas*¹¹. Ainsi, si dans sa propre société, l'insertion de l'ethnologue est en partie tributaire de sa position sociale et de ses traits d'identité; en terre étrangère elle sera aussi tributaire de l'image de son pays, du regard qu'on porte sur lui et plus généralement de la place occupée par son pays dans le monde globalisé.

Dans le quotidien où je me suis insérée, il me semble que ma nationalité a facilité une certaine distance et mon éloignement des enjeux impliqués dans le placement des enfants dans le service. Cependant, elle a pu me mettre mal à l'aise devant quelques mères d'enfants suivis dans les structures d'accueil où j'ai enquêté. Il faut rappeler que leurs passages par ces services sont toujours en rapport avec la très pesante désignation de *danger pour les enfants*. Une de ces femmes me rappelait gentiment, un peu gênée, qu'au Brésil il y a, par exemple, des enfants prostitués. Un jour qu'un de ses enfants se plaignait de vivre à l'île d'Yeu, elle m'a demandé de confirmer que, dans mon pays, il est des enfants qui vivent dans des conditions épouvantables, travaillent et n'arrivent même pas à grandir: *Dis-lui Fernanda, moi je lui explique, mais je voudrais que toi, tu lui dises!* Il me semblait que, comme d'autres que j'ai rencontrés, elle n'aimait pas concevoir que ses enfants pourraient être confondus avec les petits brésiliens qui lui font de la peine.

Cette résidente, à partir de sa position, a pu percevoir une conséquence de cette logique d'action que l'on pourrait grossièrement résumer ainsi: *Apprendre en France pour appliquer au Brésil*. Elle concluait: *Fernanda s'intéresse à nous parce que nous ne sommes pas comme les autres*. Ce qui m'a toujours gênée dans ce genre de situation c'est de constater que les problèmes sociaux liés à l'enfance au Brésil pouvaient renforcer le stigmatisme ressenti par ces familles en France. S. Fainzang, rapportant ses difficultés à présenter son identité d'ethnologue auprès de la population résidant dans la région parisienne observe:

Dire qu'on est ethnologue, c'est se heurter au risque de se faire renvoyer aux Portugais et aux Tsiganes, jugés comme les seuls ethnologisables, par ceux qui pensent que lorsque l'ethnologue ne travaille pas chez les 'sauvages', il ne peut

11 Comme l'observe C. Fonseca, à partir de ses expériences de recherche dans les deux contextes, cette logique se situe dans une perspective « *simpliste qui conçoit le Brésil (ou d'autres pays du Tiers-Monde) comme une version 'retardée' de l'Europe contemporaine, qui ne fait pas la distinction entre des modèles économiques et des contextes historiques radicalement divergents.* » (Fonseca 1987: 192)

se tourner que vers ce qui est exotique ou différent. C'est donc s'interdire d'enquêter auprès de gens qui y verraient le signe que l'observateur les prend eux aussi pour des 'sauvages'. (Fainzang 1987: 134)

Que dire alors quand il s'agit d'une étudiante brésilienne s'intéressant à l'enfance pauvre en France ? Est-ce que mon statut d'étrangère contribuait à minimiser le poids des soupçons que faisait naître ma présence ou est-ce que, du point de vue des familles, elle confirmait chez les parents le sentiment de n'être pas vraiment comme la plupart des familles françaises ? Je ne pourrais le dire. Mais je crois que les ethnographes doivent assumer sur le terrain ce que Bromberger remarque à propos des négociations quotidiennes au sujet de l'identité que nous sommes habitués à observer. A savoir que ces négociations sont tributaires des limites habituelles d'une transaction: *on ne peut négocier que ce que l'on a, ce que l'on sait, ce que l'on est* (Bromberger 1987).

Si l'institution me donnait accès au lieu de résidence des familles et si je me sentais plutôt l'hôte de la première, la relation privilégiée tissée à l'initiative d'une résidente a fait aussi de moi comme une sorte d'hôte de celle-ci. Lors de mon premier passage à Cap Horn, Emilie et ses deux enfants y habitaient depuis un mois. Sa résidence à CAVAL a duré tout le temps de la recherche, pendant que d'autres familles arrivaient ou partaient. Après plusieurs séjours à Cap Horn en « cohabitation » avec Emilie, lorsque celle-ci s'est installée en maison individuelle, nous avons toujours continué à nous rencontrer régulièrement. Son séjour a été pour moi comme une sorte de fil conducteur, car j'ai eu la chance de l'accompagner dans différentes étapes et circonstances. Plus que les autres, Emilie m'a amenée à faire des courses, à faire à manger, à faire le ménage, à pique-niquer, à mettre une lettre à la poste, à prendre un café sur le port, à aller faire le tour des magasins, à amener les enfants à la plage, à chercher des fleurs dans les champs, à jouer à Yams à des heures tardives... J'ai beaucoup ri *avec* (Madec 2002) Emilie et ses phrases de relance – *Ecoute Fernanda, tu vas te marrer !* – ont toujours eu pour effet d'éveiller mon attention.

Ces rapports privilégiés mettent en évidence le fait que ma condition de femme a sûrement joué un rôle fondamental dans mes échanges avec les résidentes. En outre, compte tenu de l'importance accordée par les résidentes à l'expérience d'apprentissage d'un « savoir-faire » parental, le fait que je ne sois pas mère me plaçait d'emblée dans la position de celle qui n'a rien à leur

apprendre. Et comme ma posture ne contrariait pas cette vision, il me semble que je ne représentais pas vraiment un danger. Cependant, c'est sur le registre de la plaisanterie que Marilyne me laissait voir l'étrangeté qu'une femme mariée de plus de 30 ans mais sans enfants pouvait représenter pour ces femmes à qui la maternité donne une place dans la société¹². A chacune de nos rencontres, Marilyne me posait la même question – *Alors, quand est-ce que tu vas faire un enfant? Tu ne vas pas attendre d'avoir quarante ans quand même !* Lorsqu'Emilie a eu son troisième enfant, j'ai trouvé Marilyne chez elle quand je suis allée lui rendre visite et faire connaissance avec le bébé. J'avais le petit Théo dans les bras et Marilyne plaisantait: *Attention à Fernanda, Emilie! Elle n'a pas d'enfants. Elle va prendre Théo !*

Cependant, en faisant de mes études et du fait d'être loin de chez moi une excuse expliquant que je n'aie pas d'enfant, en tant que femme, je me suis placée sans trop de difficulté du côté de chez elles et une sorte de langage international féminin nous réunissait (Bernand 1998: 11). Nos communications empiriques, informelles, imprécises s'articulaient autour de cette internationale des femmes qui se plaît à échanger des commentaires à propos de la maison, du corps, des enfants, de la famille, des hommes. A mon tour, je répondais à leurs questions sur ma vie, mes projets, mon mari, ma famille brésilienne. Souvent je leur ai parlé de mes inquiétudes du moment et de mes propres difficultés. J'ai pu ressentir que cela les surprenait d'une façon assez positive. Toutefois, faisant contrepoint à mes échanges avec les femmes, ceux que j'ai pu avoir avec Georges-Alain ont été plus limités. Parmi la cinquantaine de parents qui ont résidé à CAVAL depuis 1989, il est le deuxième père qui soit venu, accompagné de ses enfants. Pendant sa résidence à CAVAL, nos échanges s'inséraient dans le quotidien de la maison. Georges-Alain est quelqu'un de très bavard qui se raconte et manifeste ses opinions ouvertement sans trop se soucier de ses interlocuteurs. Après son déménagement de la maison Cap Horn et son installation dans une maison indépendante, son approche m'est devenue plus difficile. Je n'étais pas suffisamment à l'aise pour venir chez lui lorsque les enfants n'y étaient pas. Quand, pour la deuxième fois je suis passée « prendre un café », Alain (son fils de 9 ans) m'a demandé d'un air malicieux: *Pourquoi tu viens souvent voir papa ?* et sa peti-

12 Il ne faut pas oublier que c'est parce qu'elles ont des enfants qu'elles sont accueillies dans ce service et qu'une équipe de professionnels les suit au jour le jour, évaluant et surveillant leurs façons d'agir certes, mais aussi leur apportant de l'aide.

te soeur (Julie, 5 ans) songeait: *Est-ce que tu habites avec un garçon?* Ainsi, mes rencontres avec Georges-Alain étaient-elles assez souvent le fruit du hasard: on se rencontrait au comptoir du bar du port, on se croisait au supermarché ou au Marais Salé, on se parlait lorsqu'il venait à Cap Horn ou, éventuellement, chez Emilie.

Compte tenu de la place centrale occupée par les enfants dans le jeu relationnel entre parents et professionnels j'ai essayé, à travers mon rapport avec les enfants, de faire passer le message, de savoir la distance qui était la mienne par rapport à une intervention éducative auprès d'eux. J'ai pris soin, par exemple, de ne jamais répondre à leurs demandes sans avoir sollicité auparavant l'avis de leurs parents. Ce sont les enfants aussi qui – en me posant souvent la même question: *Tu n'as pas un enfant ?* – m'ont, à la fois manifesté l'embarras de me trouver une place dans ce lieu et indiqué leur perception de la place importante qu'ils occupaient dans les interactions quotidiennes des adultes.

Dans ce qui suit, un fragment de l'ethnographie servira de support à la proposition selon laquelle l'approche ethnographique des dispositifs d'intervention sociale, dans des contextes divers et auprès de configurations relationnelles variées, au Brésil et ailleurs, est une voie d'investigation qui peut contribuer à la non-réification de groupes sociaux désignés par des catégories mondialisées et stigmatisantes. Et, en conséquence, affirmer la spécificité de l'anthropologie et l'intérêt de sa « fixation » au particulier dans un monde mondialisé. L'extrait choisi met en évidence l'effort de distinction des résidentes entre elles et leur permanent combat pour s'éloigner d'un des plus pesants stigmates qui soit accolé à une personne de nos jours, celui de *mère* ou *père maltraitant*. D'autre part, leurs positions critiques, leurs façons de jouer avec les positions hiérarchiques et les traits d'identité des membres de l'équipe éducative laissent entrevoir une lutte quotidienne contre la constante intrusion des professionnels dans leurs vies. Autrement dit, leurs tentatives pour faire valoir pour soi – malgré une situation de grande précarité et de mise en question de leurs capacités parentales – un des principes clés des transformations de la famille, observables en France surtout depuis les années 60: à savoir, l'idéologie pour laquelle la '*vie privée*' serait par définition un espace où l'individu n'aurait de compte à rendre qu'à lui-même. (Théry 2002: 55)

Nous les femmes de CAVAL: une identité difficile à partager

A l'île d'Yeu, les résidentes de CAVAL sont connues et désignées comme *les femmes, les filles, les mères ou mamans de CAVAL*¹³. Le fait que deux hommes aient été incorporés à la structure au cours de ces dix ans et plus d'accueil de *familles monoparentales* n'a pas été (encore, peut-être) suffisant pour qu'on les inclue dans cette population. Pour les résidentes, il y a *nous les femmes* et Georges-Alain. Cette façon de s'auto-désigner est utilisée lorsqu'il s'agit d'interpréter négativement la façon dont elles sont traitées ou le regard porté sur elles, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la structure d'accueil. Emilie et Thérèse racontaient à l'éducateur que deux hommes les avaient draguées sur le port. Thérèse expliquait: *J'avais mis mon pantalon en cuir...* Emilie l'interrompt: *C'est pas ça, c'est qu'avec nous, les femmes de CAVAL c'est comme ça! Un autre jour, j'étais au tabac et un mec arrive... 'et alors ma grande?' Mais c'est quoi ça, ils nous prennent pour qui?*

Quand leurs enfants ne sont pas invités à l'anniversaire d'un camarade de classe, l'explication est évidente: c'est parce que ce sont leurs enfants à elles, *les femmes de CAVAL*.

Cette forme d'appellation est utilisée aussi quand il s'agit de faire référence au cadre de vie contraignant qui leur est commun. Ce qui aidait à établir la distinction avec moi, par exemple. Un soir, en rentrant à la maison Cap Horn vers 22 heures, j'ai eu la surprise de trouver la porte de mon studio verrouillée, alors que je l'avais laissée ouverte, avec la clé à l'intérieur. Janine, qui occupait alors le studio voisin, m'a suggéré d'appeler le directeur pour pouvoir prendre le double de la clé. Devant ma gêne de le déranger si tard, elle ne comprend pas – *Tu n'as pas de raison de t'inquiéter, tu n'es pas comme nous; tu peux sortir et rentrer à l'heure que tu veux.*

Si Georges-Alain n'a pas trouvé tout à fait sa place dans ces façons de parler, il partage avec les femmes un même acharnement lié à la façon dont est considérée leur résidence dans l'île: celui de s'écarter du préjugé qui fait d'eux un parent maltraitant, préjugé passible, à leur avis, d'être sous-enten-

13 L'équipe éducative est unanime à remarquer l'effet négatif que le sigle du service peut provoquer. Centre Autogéré de Voile et d'Animation Locale à sa fondation, quand aujourd'hui ce sigle – CAVAL – est utilisé pour faire référence à la population reçue par l'association, les gens pensent en cavale, en fuite me dit un professionnel. Les archives du service laissent voir plus clairement ce malentendu lorsqu'à l'écrit un « e » est placé à la fin du sigle. Ce qui apparaît dans tous ces courriers adressés à « LA CAVALE » que j'ai pu repérer dans la lecture des dossiers.

du dans la désignation *famille de CAVAL*. Au quotidien ce soupçon fait naître un même sentiment d'injustice: *Tu crois que si j'étais une mauvaise mère ils m'auraient rendu mes enfants au bout de cinq mois?* (Emilie); *On dirait que je vais les tuer* (Estelle); *Je suis punie et pourtant je n'ai jamais fait de mal à mon enfant.* (Barbara); *Mes problèmes de violence, cela n'a jamais été avec mes enfants, je ne les ai jamais frappés!* (Georges-Alain)

Le comportement des enfants est aussi très mal vécu lorsqu'il peut insinuer des mauvais traitements. Janine et Georges-Alain, par exemple, ne supportent pas que Teddy ou Alain, en présence des éducateurs, crient à la moindre approche – *elle/il va me frapper!* Aux yeux de leurs parents, c'est un jeu: *De toute façon, ce sont tous des enfants martyrs* – ironise Janine. Entre les femmes et Georges-Alain, le consensus établi sur l'évidence du fait qu'ils sont en réalité des parents en train de se battre pour leurs enfants, rend insupportables les possibles accusations mutuelles de maltraitance. La distance revendiquée par tous à l'égard de ce stigmat, ne signifie pas pour autant que les mères se jugent placées dans une égalité de conditions au plan de leurs possibilités de surmonter leurs difficultés et d'amener le séjour à bon terme. C'est Emilie qui explique:

Il y a plusieurs trucs, attention Fernanda, une mère elle peut très bien aimer ses enfants mais ne pas pouvoir les assumer parce que c'est pas pareil... il y a plusieurs cas sociaux: il y a des mères qui s'en foutent, qui ne pensent qu'à se casser; il y a des mères qui sont là et qui essaient jusqu'au bout et n'y arrivent pas. C'est pas qu'elles n'aiment pas les enfants. C'est qu'elles n'y arrivent pas, c'est pas pareil et puis il y a des mères qui font tout pour se battre et qui vont y arriver.

Face au travail éducatif, le principe fondamental des distinctions faites entre soi et les autres est le besoin d'apprendre à être mère. Dans ce jugement, l'âge apparaît comme un facteur de distinction qui associe la maturité au « savoir faire. » Pour celles qui ont dépassé la trentaine, ce sont les plus jeunes – entre 20 et 25 ans – qui auraient besoin d'être orientées. Janine et Barbara, par exemple, âgées de 37 ans, ont du mal à accepter la prise en charge éducative et expliquent:

J'ai 37 ans, j'ai déjà vécu, je comprends que C. en ait besoin, elle n'a que 20 ans. Elle ne sait rien cette gamine, elle ne connaît que la fête et passe son temps à se pouponner et à écouter de la musique. (Janine)

Ça me fait chier de sortir de chez moi pour voir des gens à problèmes, d'écouter leurs histoires et puis la plupart des mamans de CAVAL sont plus jeunes que moi. (Barbara)

Ainsi, face à la prise en charge éducative, les résidentes formulent le souhait que soient reconnues leurs différences et que leurs besoins soient aussi différenciés:

Je ne te dis pas qu'il n'y a pas de mères qui ont besoin de CAVAL parce que c'est vrai qu'il y en a qui en ont besoin. Mais il y en a d'autres, comme moi, que tu te demande qu'est-ce qu'elles font là. Mais qu'est-ce qu'elles foutent là ces filles? Parce que c'est pas de ça qu'elles avaient besoin mais d'une autre structure. (...) Je trouve qu'ils font pas assez la part des choses: entre des enfants vraiment battus, tu vois et des familles qu'on peut essayer d'aider, parce que voilà ils sont dans le passage, qu'il faut les aider, les soutenir. Eux, pour eux, c'est tout le monde pareil, moi je suis pas d'accord. (Emilie)

En Centre Maternel, on constate aussi cette *revendication des jeunes femmes d'une attitude éducative qui tient compte des différences qui existent entre elles*. (Donati et al 1999: 253). Les auteurs de l'ouvrage situent ce plaidoyer pour la considération des individualités dans une logique de distinction à travers laquelle les mères refusent d'être confondues les unes avec les autres et de recevoir le même traitement.

Sans contredire ces analyses, nous pouvons dire que cette revendication met en évidence aussi leur sensibilité à un effet de la prise en charge sociale. Un effet qui se donne à voir par exemple, dans la lecture ou l'écriture des documents qui remplissent leurs dossiers. En tant que lectrice j'ai éprouvé le sentiment d'avoir toujours affaire à la même personne. Travaillant avec les données recueillies dans ces documents je me suis aperçue que j'étais – malgré maintes relectures et exercices de systématisation des données – incapable de reconstituer de mémoire la trajectoire d'une famille que je n'avais pas connue. Comme si les documents écrits ne suffisaient pas pour que je puisse me rappeler ou que je puisse reconnaître des individualités. Leurs vies me semblaient un même puzzle dont la taille et les couleurs des pièces pouvaient changer sans vraiment produire un tableau différent. Du côté de ceux qui les rédigent j'ai pu constater cette même gêne. A un moment où j'étais en train de lire un dossier dans le bureau de CAVAL, quelqu'un de l'équipe rédigeait

une « note de situation. » Soudain, la personne s'est arrêtée d'écrire et a commenté *j'ai l'impression de parler toujours de la même personne, alors que ce n'est pas ça, les gens sont différents*. Finalement, nous pouvions tous – les résidents, au moins un professionnel et moi – avoir le même sentiment. Un sentiment qui nous renvoie au rôle de l'écrit et de l'oral dans les rapports et les relations entre les personnes. En particulier, dans les relations quotidiennes inscrites dans les rapports d'aide. Les écrits institutionnels, d'une façon générale, ne sont pas des lieux d'individualité. Ils s'adressent à des collectifs définis en fonction de traits communs: usagers d'un service, demandeurs d'aide, porteurs d'une caractéristique qui en fait des déviants, etc. Ils servent de ce fait à standardiser les traitements. Ainsi, lorsqu'ils s'attachent à décrire des vies, il est compréhensible qu'ils les décrivent comme pratiquement semblables. Comme s'ils reproduisaient, par écrit, ce que C. Petonnet remarque à propos du regard social porté sur la population résidant en banlieue:

Vus de l'extérieur ces gens se ressemblent, du moins le croit-on puisqu'ils sont de même rang. Vus de l'intérieur ils sont plus confondus que réellement semblables, mais semblables puisque confondus et placés dans les mêmes conditions. (Petonnet 1985: 213)

Ici, l'écriture qui a pour thème les vies familiales obéit à une logique de suivi, celle de l'évolution d'une trajectoire à problème. La force d'homogénéisation produite par les papiers est aussi rendue visible par la procédure suivante qui m'a été décrite par plusieurs travailleurs sociaux. Elle consiste à éviter la lecture du dossier familial avant que n'ait eu lieu un premier entretien en face à face avec les personnes concernées. Cette façon de faire suggère une sorte de détour adopté par les travailleurs sociaux pour minimiser l'effet produit par le dossier qui, en quelque sorte, impose une problématique ou un angle de vision sur le groupe familial. Au-delà des possibilités de contrôle sur les effets que peuvent avoir les écrits dans les relations quotidiennes, il serait important également de penser à ces documents comme à des lieux de construction d'une mémoire familiale. Cette démarche permet de s'interroger sur ce que la société construit, en termes d'avenir, par le biais des documents qu'elle élabore au présent.

Le gommage des individualités que ce genre d'écrit semble produire contraste avec la place prépondérante de l'oralité, décelée par des ethnologues (Petonnet 1985; Fonseca 2000; Lepoutre 1997), dans la culture populaire urbaine. Ces auteurs soulignent l'importance de l'éloquence verbale dans l'affir-

mation de soi, attitude que l'on repère dans les échanges quotidiens, surtout chez les jeunes et les femmes. Dans un contexte institutionnel, comme celui de CAVAL, cette parole sur soi est en quelque sorte soumise aux enjeux du placement des enfants. Elle peut être dangereuse de sorte que, très souvent, on se tait, justement dans les situations où il serait apprécié que l'on parle.

Eux: Tantôt aliés, tantôt rivaux

La liminarité donne à penser que celui qui est grand ne pourrait pas être grand sans l'existence des petits, et il faut que celui qui est grand fasse l'expérience de ce que c'est qu'être petit. (Turner 1990: 98)

Pour désigner l'équipe éducative de façon générale, les résidentes parlent des *éduc.* Dans ce groupe sont inclus le directeur, les éducatrices/éducateurs, la puéricultrice et les éventuels stagiaires. Si le *nous les femmes* est utilisé lorsqu'il s'agit d'énoncer une identité au négatif, se plaindre de la façon dont on est regardée ou perçue, désigner l'équipe en bloc par *eux, les éduc.* correspond à un regard désapprouvateur. Dans le cas contraire, c'est à dire quand les récits ont une connotation positive, en relation soit à l'aide apportée, à l'écoute prodiguée ou tout simplement à de bons moments partagés, on les désigne par leur prénom, de façon individualisée.

En reprenant les aspects observés par l'équipe sur lesquels la prise en charge éducative intervient – gestion du quotidien, alimentation, gestion du budget etc – et en les mettant en rapport avec les circonstances où les *éduc.* sont désignés de façon générique, nous observons une sorte de renvoi de balle. Ainsi, les résidentes ne ratent pas l'occasion de pointer les failles de l'organisation (*Nous, on n'a pas d'excuse pour être en retard mais eux, ils ne sont jamais à l'heure, c'est de pire en pire ; L'organisation c'est quelque chose... Lorsque t'arrives, tout fonctionne à peu près et puis ça commence à se dégrader.*) ; l'éventuel manque de compétences culinaires chez les éducateurs (*Ils sont tous paumés, il y en a qui ne savent même pas faire un oeuf à la coque mais veulent t'apprendre...*) ou encore les dépenses – *Ils dépensent de l'argent comme si cela n'était pas un problème. Pour nous, le contrôle du budget est strict, on ne peut acheter que pour les enfants.; Il [le directeur] est toujours en voiture de location, c'est cher ce truc, mais pour eux...* Au-delà des affinités personnelles qui peuvent justifier que l'une soit plus sympathique à un professionnel qu'à un autre, nous pouvons repé-

rer des distinctions qui tiennent à la position dans la hiérarchie du service et vis à vis de la famille. Ainsi, il y a le directeur et « l'équipe ». A l'intérieur de celle-ci, on fait la différence entre l'éducatrice référente et les autres.

Commençons par le directeur. C'est l'autorité reconnue par tous, aussi bien adultes qu'enfants. Différent des autres éducateurs, il n'est jamais appelé, au moins personnellement, par son prénom et le traitement est réciproque: *Le directeur m'appelle toujours Mlle X. Tu le vois m'appelant par mon prénom?* (Emilie) Aux dires des résidentes, il aurait pratiquement un don de clairvoyance et d'ubiquité: il est partout et personne ne doute qu'il ne soit toujours au courant de tout ce qui arrive même quand il ne dit rien. Pour obtenir l'obéissance des enfants, c'est à lui qu'on fait le plus souvent référence: *Arrête, M. A. va arriver!*; *Attends que M. A. sache ce que t'es en train de faire.* On lui reconnaît aussi une plus grande implication dans le travail: *il travaille tous les jours, jusque tard le soir; c'est quelqu'un de spécial.; Il peut être n'importe où mais dès qu'il y a un problème avec une maman de CAVAL il rentre à l'île d'Yeu.* C'est à lui qu'on fait appel pour les raisons les plus diverses: *Je l'ai appelé en disant M. A. j'ai perdu les eaux.; M. A., il faut faire quelque chose, je ne peux plus avec Sara.* Du fait de son pouvoir vis à vis du séjour familial dans la structure, son regard, ses paroles ou ses silences sont particulièrement ressentis et interprétés par les résidentes. L'expression la plus manifeste en est l'inquiétude qui précède les réunions de soutien qui réunissent la résidente, le directeur et l'éducatrice référente. Le jour de ces réunions, on entend de façon récurrente des phrases comme: *Aujourd'hui j'ai ma réunion de soutien. On va voir qu'est-ce qu'il va me dire. Je préfère quand c'est le matin, je suis malade d'attendre.* Chez Emilie, la fierté est évidente lorsque des éloges lui sont faits à l'occasion des réunions: *Il m'a dit 'c'est très bien Mlle X, on voit que vous vous occupez bien de vos enfants!*

Ce n'est pas par hasard que, sur le ton de la plaisanterie, on l'appelle parfois le *saint-père*. En fait, cette position de directeur implique de correspondre, symboliquement et réellement, à des positions d'autorité, laquelle s'exerce par rapport à tous. Symboliquement d'abord, car aussi bien vis à vis des enfants que de leurs mères, il a souvent la place stéréotypée du « père »: c'est à son nom qu'on se réfère pour obtenir l'obéissance des enfants; c'est à lui que les femmes doivent demander une autorisation dans différentes circonstances: loger ou recevoir quelqu'un en dehors des horaires fixés, se rendre sur le continent. Outre ces associations symboliques, le directeur est le mandataire

du juge dans la mission de protection des enfants – ceux-ci sont placés sous sa responsabilité directe. Enfin, au niveau de la vie associative, il est le chef de l'équipe éducative et des assistantes maternelles, dépositaire de la confiance du Conseil d'Administration et son représentant sur l'île.

La référente est celle avec qui adultes et enfants résidants sont en rapport privilégié depuis le début du séjour. C'est avec elle que la bonne entente est le plus valorisée par les mères. Janine raconte que sa première question à l'éducateur le jour où elle est venue à l'île d'Yeu pour connaître la structure, a été *qu'est que je fais au cas où je ne m'entendrais pas avec ma référente? Il m'a répondu: 'il faut toujours en parler.'* S'entendre bien avec la référente est reconnu par toutes comme quelque chose d'important qui permet que le séjour se passe bien. Rappelons que, de son côté, la référente, outre la prise en charge éducative de la famille, agit comme une sorte de médiatrice entre le groupe familial et « les autres », que ce soit dans l'île ou en dehors de l'île. Dans l'île, cette médiation peut concerner les autres résidentes, l'équipe éducative et d'autres institutions - l'école, le travail etc. En dehors de l'île la référente pourra accompagner la résidente dans ses démarches administratives mais elle peut aussi faire le pont entre le groupe familial et ceux des siens qui sont sur le continent: un enfant placé, les pères des enfants, la famille élargie ou le service social. Au moment du départ c'est la référente qui accompagnera la résidente dans ses démarches pour trouver un logement et dans celles qui concernent le déménagement.

La bonne entente avec la référente, si elle est valorisée, n'empêche pas pour autant que des rapports plus personnels se tissent avec d'autres membres de l'équipe. Une résidente dont les échanges avec son éducatrice référente restaient plutôt circonscrits à la gestion du quotidien se disait assez proche et en confiance avec une autre:

Je l'aime bien; avec elle on peut parler de n'importe quoi; elle n'est pas tout le temps en train de mettre son nez pour voir comment ça va; nous avons toutes les deux le même âge; elle aussi a des enfants et en parle et puis nous avons des affinités – nous aimons toutes les deux la campagne, la mer, la nature...

En revanche, l'intervention d'un autre professionnel que la référente est beaucoup moins tolérée. Emilie, par exemple, est fière du fait que son éducatrice n'aime pas que les autres éducateurs s'occupent de « *ses filles* »: « *Elle m'aide beaucoup, elle écoute ce que l'autre éducateur a à dire mais elle ne se prend*

pas la tête! » Si Emilie accepte et demande volontiers la médiation de sa référente, d'autres comme Janine refusent cette relation perçue comme une sorte d'infantilisation:

Ce que les gens ont à me dire je préfère qu'ils me le disent à moi. Je ne vois pas pourquoi il faudrait passer par ma référente. D'ailleurs, dès le début, je lui ai dit 'j'ai besoin de vous pour certaines choses mais je ne suis pas débile. Il y en a qui ont besoin d'être assistés pour les papiers, des trucs comme ça mais pas moi. Quand il fait froid ou qu'il pleut j'ai besoin d'eux pour aller chercher les enfants, mais maintenant qu'il commence à faire beau, je me débrouille.

Une autre distinction, propre à influencer la perception que l'on a de l'intervention des « non-référents », tient à une question de genre. Les relations entre les résidentes et les éducatrices s'avérant plus délicates qu'avec l'éducateur. La présence de celui-ci à Cap Horn ou son intervention auprès des enfants, le fait qu'il communique et joue facilement avec eux peut être très appréciée par les mères: *C'est bien pour les enfants, ça fait une présence masculine* » ; « *Un jour, mon fils m'a dit qu'il voulait un papa comme B.; C'est bien d'avoir un homme pour jouer avec les enfants, nous, nous sommes des femmes sans homme.* L'éducateur, même si sa pratique ne diffère pas fondamentalement de celle des éducatrices, est beaucoup moins ciblé que les premières par le discours critique des résidentes.

Compte-tenu de toutes ces distinctions, il n'est pas étonnant de constater que la position la plus fragile s'avère être celle des jeunes-femmes stagiaires. Aussi bien chez les mères que chez Georges-Alain, leur intervention est facilement remise en question. Georges-Alain, devant une stagiaire de 20 ans n'accepte pas ses recommandations et explique les motifs du refus: *Vous n'êtes pas encore éducatrice, vous n'êtes qu'une gamine et vous n'avez pas d'enfants.* Ce qui signifie que ni le statut professionnel, ni l'âge, ni l'expérience parentale ne jouent en sa faveur et n'aident à légitimer son intervention auprès de la famille. Le troisième argument – n'avoir pas d'enfants – est d'ailleurs le principal reproche utilisé par les résidentes vis à vis de l'équipe, encore qu'il ne soit pas valable pour toutes les éducatrices:

La plupart des éducateurs, à part ma référente, ils n'ont pas d'enfants, le directeur lui-même n'a pas d'enfant, donc déjà comment veux-tu, à la base, qu'ils puissent comprendre ce que nous, on ressent? (Emilie)

La seule qui me parle de ses enfants c'est D. Ceux de F. sont adultes et elle n'en parle jamais. Tous les autres n'en ont pas alors... (Janine)

Ceux qui n'ont pas d'enfants ne peuvent pas le savoir, ce n'est pas parce qu'on fait des études que... Avec les enfants on apprend beaucoup sur le tas! (Georges-Alain)

Dans la mesure où leur intervention est censée apprendre la fonction parentale, le fait que la majorité des membres de l'équipe n'aient pas d'enfants, permet aux résidentes de les disqualifier pour l'exercice de ce rôle. Leur statut de « non-parent » autorise les résidentes à questionner le bien fondé de leurs interventions et aussi à délégitimer leur autorité vis à vis des enfants. Janine était à Cap Horn depuis quelques semaines et Emilie lui suggérait, suite à un épisode où les enfants de la première avaient été réprimandés par une des éducatrices:

Sur les miens elle ne crie pas comme ça, elle me demande 'Emilie est-ce que je peux...?' Elle ne l'a fait qu'une fois et je lui ai dit que c'était à moi de les engueuler! C'est moi leur mère! Elle, elle n'a même pas d'enfants...

Néanmoins, l'intervention de l'équipe auprès des enfants, peut être aussi requise par les résidentes: Estelle a demandé à plusieurs reprises l'intervention des éducateurs auprès de sa fille aînée, tout comme Georges-Alain vis à vis d'Alain. Cependant, quand elle n'est pas sollicitée, cette intervention, ainsi que le regard ressenti comme évaluatif des façons de faire de la mère, peuvent être très mal vécus. Parlant du jour où le directeur était allé manger chez elle, une des résidentes commentait – *Il a été très gentil, mais je vois qu'il me juge et je n'aime pas ça*. Ces propos concernant le poids du regard qui observe correspondent aux analyses de C. Le Grand-Sebille (2000) sur le ressenti de l'accompagnement chez les mères en situation de détresse, qui s'exprime dans les récits recueillis auprès de femmes résidant en Centre Maternel:

Les femmes, les mères fragilisées par la pauvreté, l'excès d'alcool, la toxicomanie, avec qui nous menons des entretiens ethnographiques depuis une vingtaine d'années, nous l'ont souvent dit. Il y a une manière d'être regardées, comme d'être interrogées, qui leur fait mal. (Le Grand-Sebille 2000:17)

Le regard ressenti comme évaluatif semble renforcer aussi le sentiment qu'elles sont toutes vues de la même façon.

Île d'Yeu, juin 2006. Un nouvel étonnement. Six mois après la soutenance de la thèse et plus de trois ans après la fin de la recherche de terrain, j'ai été invité par l'association CAVAL à revenir à l'île d'Yeu dans le cadre d'un week-end commémoratif des 30 ans de l'association. Le directeur m'a appelée au Brésil en disant qu'ils aimeraient que je vienne sur l'île d'Yeu participer aux commémorations et parler de mon travail. Je leur avais remis un exemplaire de la thèse, une représentante de l'association était venue à la soutenance, à cette occasion j'avais déjeuné à Paris avec des membres du Conseil Administratif qui, très gentiment ont voulu fêter la fin du doctorat avec moi. Cependant, contrairement à ce que j'imaginai, la restitution n'avait pas vraiment eu lieu. Il fallait revenir sur les lieux, rencontrer les travailleurs sociaux (les familles que j'avais suivies étaient déjà parties), parler et discuter de ce que j'avais fait.

Puisqu'il s'agissait d'un événement commémorant les 30 ans du service, je m'attendais à ce que la présentation de mon travail fasse partie d'un programme comportant d'autres intervenants. Cependant, pour ma plus grande surprise, en arrivant à l'île d'Yeu le vendredi soir, par le même bateau que d'autres invités, j'ai appris que toute la journée du samedi serait consacrée à mon travail. Celle du dimanche serait une journée libre pendant laquelle tous les échanges seraient informels lors des repas pris ensemble par les invités, des promenades en terre ferme ou en bateau autour de l'île... Ainsi, de 9 heures du matin à 18 heures, au cours d'une très belle journée de juin, autour d'une longue table, j'ai discuté de ma thèse et du projet de l'association avec une quarantaine de personnes: des travailleurs sociaux que je connaissais depuis longtemps, des fondateurs de l'association dont j'avais déjà rencontré quelques uns, des membres du Conseil d'Administration que je n'avais jamais vus, des jeunes stagiaires, des amis de l'association, des fonctionnaires. Mon travail avait été lu et travaillé par plusieurs personnes qui avaient préparé leurs questions et commentaires.

D'une part, j'apprenais que mon travail avait provoqué un grand malaise. D'autre part qu'il avait facilité la parole autour de sujets qui dérangent, surtout chez ceux qui sont chargés d'accompagner les familles au quotidien. Alors que l'idéalisme des fondateurs était blessé du fait que leur projet d'ouvrir l'île aux populations défavorisées puisse être vécu par les résidentes comme une sorte d'enfermement; ceux dont la tâche quotidienne consistait à suivre les familles manifestaient une grande satisfaction d'en parler.

Cette journée de restitution – dans la mesure où elle a été pleine de réflexions, d'interrogations vis à vis de la continuité du projet d'accueil familial, de prises de position – pourrait être, en soi même objet d'analyse. Mais dans ce cas, il s'agirait d'un autre article. Pour l'instant, je finirai avec une dernière remarque pour évoquer un sentiment qui m'a accompagnée tout au long de cette journée. Malgré l'énorme appréhension que cette invitation à revenir sur l'île d'Yeu a pu provoquer en moi, les échanges de ce samedi m'ont persuadée que mes interlocuteurs auraient été très frustrés si je n'avais pas eu un point de vue critique à leur soumettre. Si j'étais venue pour les flatter, si mon travail n'incitait pas la polémique. Cet aspect était particulièrement frappant pour moi parce qu'au même moment, au Brésil, une collègue avait beaucoup de mal à se faire accepter comme anthropologue auprès d'un nouveau dispositif d'intervention auprès des adolescents auteurs de délit, en raison des critiques que son travail pourrait déclencher... A la fin de ce week-end, en partant de l'île d'Yeu, je me disais *que la boucle était bouclée*. Cependant, cette expérience inattendue m'a posé des questions sur la façon dont se déroule une discussion et sur les enjeux auxquels les chercheurs sont confrontés, d'un contexte à l'autre. L'attention portée aux conditions de restitution de nos recherches peut être encore une voie de dialogue dans laquelle ces expériences d'enquête en terre étrangère peuvent soulever des similitudes et des différences *bonnes à penser*.

Bibliographie

- AUBREE, Marion. 1990. « Images et influences du Brésil chez les anthropologues français ». In: S. Parvaux, J. Revel-Mouroz (coord.), *Images réciproques de la France et du Brésil*. Paris: CNRS. pp.675-689.
- BERNAND, Carmen. 1998. « Du côté de chez elles ». *Socio-anthropologie*, 3: pp. 7-17.
- BROMBERGER, Christian. 1987. « Du grand au petit – Variations des échelles et des objets d'analyse dans l'histoire récente de l'ethnologie de la France ». In: I. CHIVA, U. Jeggle (org.), *Ethnologies en miroir*. Paris: Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme. pp. 67-94.
- CHIVA, Isac, JEGGLE, Utz. 1987. *Ethnologies en miroir*. Paris: Ed. de la MSH.
- DONATI, P., MOLLO, S., NORVEZ, A., ROLLET, C. 1999. *Les Centres Maternels – Réalités et enjeux éducatifs*. Paris: L'Harmattan.

- FAINZANG, Sylvie. 1987. « Être ou ne pas être un autre – L'accès au terrain en milieu péri-urbain français » In: J. GUTWIRTH, C. PETONNET. *Chemins de la Ville – Enquêtes ethnologiques*, Paris, Ed. du CTHS.
- FERREIRA, Jaqueline. 2004. *Soigner les mal soignés*. Paris: L'Harmattan.
- FONSECA, Claudia. 1987. « Faire parler la méthode: l'enquête chez les sous-prolétaires en France et au Brésil ». In: J. GUTWIRTH, C. PETONNET. *Chemins de la Ville – Enquêtes ethnologiques*, Paris, Ed. du CTHS. pp. 189-201.
- FONSECA, Claudia, CARDARELLO, Andrea. 1999. « Direitos dos mais e menos humanos ». *Horizontes Antropológicos*, 10: 83-122.
- FONSECA, Claudia. 2000. *Família, fofoca e honra*. Porto Alegre: Ed. da Universidade.
- GODELIER, Maurice. 2001. « O Ocidente é o espelho ou a miragem da evolução da humanidade? ». In: L. Arizpe (org.), *As dimensões culturais da transformação global – Uma abordagem antropológica*. Brasília: UNESCO.
- LE GRAND-SÉBILLE, Catherine. 2000. « Se laisser affecter par l'autre – Approche anthropologique de l'accompagnement ». In: B. Dumont, et al. *Accompagner*. Paris: Erès. pp. 15-21.
- LEPOUTRE, David. 1987. *Coeur de banlieue*. Paris: Éditions Odile Jacob.
- MAJASTRE, Jean-Olivier. 2001. « D'île en asile » In: C. Amourous, A. Blanc (dir.), *Erving Goffman et les institutions totales*. Paris: L'Harmattan.
- MAGNI, Claudia Turra. 2002. *Images du Même et de l'Autre: Ethnographie des ateliers artistiques pour des personnes sans domicile à Paris*. Thèse de doctorat en Anthropologie Sociale et Ethnologie, EHESS – Paris.
- MADEC, Annick. 2002. « Rires et relations d'enquête ». *Ethnologie Française*, 1.
- MANCIAUX, Michel, GABEL, Marcelline, GIRODET, Domonique, MIGNOT, Caroline, ROUYER, Michelle. 1997. *Enfance en danger*. Paris: Editions Fleurus.
- PEIRANO, Mariza. 1992. *Uma antropologia no plural: Três experiências contemporâneas*. Brasília: Editora UnB.
- PETONNET, Colette. 1985. *On est tous dans le brouillard*. Paris: Ed. Galilée.
- RIBEIRO, Fernanda Bittencourt. 2005. *Une île au milieu de la route: Approche ethnographique d'un service destiné à l'accueil de familles monoparentales et à leurs enfants en danger*. Thèse de doctorat en Anthropologie Sociale et Ethnologie, EHESS – Paris.
- RODOLPHO, Adriane Luisa. 2002. *Les voyageurs de l'âme: Etude ethnologique auprès du groupe Eckankar France – Paris*, Thèse de doctorat en Anthropologie Sociale et Ethnologie, EHESS – Paris.

- THÉRY, Irène. 2002. « Le temps des recompositions », J-F. Dortier (coord.), *Familles – Permanences et métamorphoses*. Auxerre: Éditions Sciences Humaines.
- TURNER, Victor. 1990. *Le phénomène rituel*. Paris: PUF.
- VELHO, Gilberto (org.). 1995. *Quatro viagens. Antropólogos brasileiros no exterior*. *Comunicações do PPGAS*, 6: Museu Nacional/UFRJ.

